

FUSION DGI-DGCP LE RESEAU URBAIN GRAVEMENT MENACE

Le 4 octobre dernier, la Ministre WOERTH annonçait la fusion des services des Impôts et de la Comptabilité Publique. Malgré les garanties avancées dans la lettre du Ministre diffusée au réseau « *Je m'y engage donc : personne n'aura à changer de commune contre sa volonté du fait de la fusion.* » Son discours aux organisations syndicales avait une autre teneur : « *Bien sûr que nous devons adapter en permanence notre réseau aux besoins des usagers et des agents. Mais nous devons continuer à le faire localement, sur la base d'une évaluation de terrain des besoins des usagers* ».

Qu'en est-il concrètement?

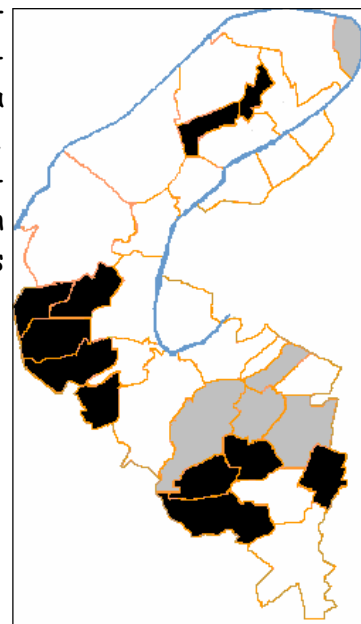
- ◆ Dans les communes où il y a un CDI, les collègues chargés du recouvrement rejoindront donc le CDI.
- ◆ Dans les communes où il n'y a pas de CDI, les collègues chargés du recouvrement devront donc répondre à des questions portant tant sur l'assiette que sur le recouvrement. Or dans le département, la direction locale s'est engagée dans une opération de rationalisation du réseau comptable (le TPG nous l'a confirmé le 19 octobre dernier). Sans extrapoler, il est à craindre que les postes mixtes (impôts et SPL) existants encore dans le département soient rapidement spécialisés.

Il existe à ce jour, dans les Hauts-de-Seine, 11 postes spécialisés Impôts, 13 postes spécialisés SPL et 13 postes mixtes (Villeneuve, Bois-Colombes, La Garenne, Clamart, Malakoff, Bagneux, Châtillon, Châtenay dont 5 disposent d'un CDI dans la commune : Gennevilliers, Saint Cloud, Issy, Vanves et Montrouge) . Au 1er janvier prochain, il n'en sera plus de même (voir page suivante). En effet, 3 nouveaux postes (**Châtenay-Malabry, Bois Colombes et La Garenne-Colombes**) vont perdre leur mission fiscale. Au 1er janvier prochain, il restera donc 5 postes mixtes dans des communes où il n'y a pas de CDI (**Villeneuve La Garenne, Malakoff, Châtillon, Clamart et Bagneux**). Si des garanties subsistent concernant Villeneuve « protégée » par son contrat de cohésion sociale urbaine (mais jusqu'à quand?), l'avenir des 4 autres postes est plus que précaire.

PRESENCE DES SERVICES PUBLICS FISCAUX ET FINANCIERS (au 01/01/2009)

■ : Villeneuve, Malakoff, Clamart, Bagneux, Châtillon.

■ : Bois Colombes, La Garenne, Garches, Vaucresson, Marnes La Coquette, Ville d'Avray, Chaville, Le Plessis Robinson, Fontenay aux Roses, Châtenay-Malabry et Bourg la Reine



AGUCHES OUVRES

FERMETURE DE TRÉSORERIES CHATENAY, BOIS-COLOMBES ET LA GARENNE RIEN N'EST INELUCTABLE

Le Comité Technique Paritaire Local du 21 septembre nous a annoncé la fermeture des Trésoreries de Châtenay, La Garenne et Bois-Colombes courant 2008.

Les fermetures des services publics en milieu urbain sont, comme en milieu rural, une rupture d'égalité entre les citoyens. L'organisation des services publics fiscaux et financiers présentés par le TPG ne sauraient se restreindre à quelques centres (Sceaux, Colombes, Issy, Nanterre, Asnières...) et le reste dépourvu de la présence des trésoreries et des CDI.

La CGT TRESOR 92 a interpellé les élus du département pour former avec eux un front uni pour faire barrage à ces décisions unilatérales. Des contacts ont été noués avec certains et des initiatives sont prévues (**vous pouvez consulter les articles sur le site www.tresor.cgt.fr/92**).

La présence des services publics financiers sur les communes de Bois-Colombes, la Garenne et Châtenay est indispensable compte tenu de leur situation géographique (les deux premières sont à proximité de la mairie et Châtenay est le seul point service public dans le périmètre de la Butte Rouge).

L'existence des services publics fiscaux et financiers de proximité est la garantie de l'examen des dossiers individuels et non pas la prise en compte généralisée de telle ou telle situation. La création de centres de recouvrement nuira à la relation individualisée avec le contribuable (celui-ci n'étant pas qu'un redevable sonnante et rétribuant).

Pour le personnel, ces fermetures, si elles se concrétisent, engendreront un certain nombre de difficultés (professionnelles et personnelles). En effet, la vie des collègues s'organise souvent par rapport à la localisation de leur lieu de travail.

**USAGERS, ELUS,
PERSONNELS
TOUS ENSEMBLE
POUR LE MAINTIEN
DES SERVICES PUBLICS**

L'ACTU EN FLASH

SERVICE PUBLIC

La CGT s'inquiète des fermetures de trésoreries

LA SECTION CGT-Trésor des Hauts-de-Seine dénonce les fermetures progressives des trésoreries du 92. « On vient de nous annoncer la fermeture de trois nouvelles trésoreries cet automne à Bois-Colombes, La Garenne-Colombes et Châtenay-Malabry, et la restructuration de celle d'Antony courant 2008. Ce projet fait suite aux fermetures de Fontenay-aux-Roses, Le Plessis-Robinson, Puteaux et Rueil-Malmaison ces deux dernières années », explique le syndicat. Ces trésoreries permettent notamment à certaines personnes de pouvoir payer en liquide. « Si on prend le cas de la trésorerie de Châtenay-Malabry qui reçoit près de 10 000 paiements en espèce par an à son guichet, notamment pour le paiement des loyers, c'est bien la démonstration que son maintien garde tout son sens. Un déménagement vers Sceaux pour le recouvrement et Antony pour la gestion de la commune entraînera de nombreux dysfonctionnements et ajoutera de nouveaux handicaps pour une population déjà fragilisée », conclut la CGT.